

La reprise des systèmes nucléaires se précise

Alors que le contrôle est en passe de changer de main, Bercy préempte Worldgrid, sa filiale de systèmes critiques pour le parc nucléaire. Avec à la clé un rachat par EDF ou l'un de ses plus proches partenaires.

« EDF ou une entreprise proche d'EDF. » D'une phrase, Bruno Le Maire a réduit les options de reprise des systèmes de contrôle des centrales nucléaires logés dans Atos. « Il n'est pas question que ce contrôle-commande des centrales nucléaires puisse partir je ne sais trop où », a déclaré mardi le locataire de Bercy, faisant référence à Worldgrid, la filiale d'ingénierie du groupe informatique, en passe de basculer entre les mains de ses créanciers et de David Layani tandis que le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky est en embuscade.

Worldgrid « doit rester sous le contrôle de la puissance publique », a réitéré le ministre, préemptant de facto l'actif. La filiale d'Atos dont EDF est un client clé fournit les logiciels de pilotage et de supervision de plusieurs dizaines de tranches nucléaires en France, mais aussi au Royaume-Uni, en Russie

et en Chine, ce qui représenterait 15 % du parc mondial.

Bruno Le Maire intervenait quelques jours seulement après une nouvelle charge de parlementaires LR, PS et PCF sur le risque de perte de souveraineté autour des activités d'Atos. Jusque-là, Bercy s'était gardé de toucher aux logiciels des centrales nucléaires – il ne s'est senti contraint de prendre position que sur les actifs liés à la Défense –, malgré une proposition en octobre dernier appelant à la nationalisation temporaire, notamment du nucléaire. Mais l'entrée dans la dernière ligne de la restructuration d'Atos le force aussi à agir.

Selon des sources, le groupe d'ingénierie nucléaire Assystem serait assez intéressé.

Du côté d'EDF, on ne montre toutefois pas un appétit vorace pour reprendre cette entité, selon des sources. Il faut y mettre des moyens. Atos en attendrait au moins 250 millions d'euros, certains évoquant même jusqu'à 300 millions, alors que la valeur comptable de Worldgrid s'élève à un peu plus de 32 millions dans les

comptes d'Atos. Et EDF tente déjà difficilement de venir à bout du rachat des turbines Arabelle logées dans Geast sur la demande de l'Etat. La transaction se heurte aux autorités de contrôle américaines.

« Un partenariat dans la durée »

Il n'est donc pas sûr qu'EDF veuille encore jouer les sauveteurs, ou du moins pour la totalité. D'autant que selon des sources, un candidat serait assez intéressé, le groupe d'ingénierie nucléaire Assystem. Et avec EDF, les relations sont on ne peut plus proches. Le groupe de 4.000 collaborateurs a été créé en 1966... pour accompagner EDF dans la mise en service du parc nucléaire français. La société d'ingénierie a pris sa place au cœur des enjeux de la filière nucléaire française. En 2017, en pleine restructuration financière d'Areva NP, Assystem avait accepté de prendre 5 % du capital du fabricant de réacteurs nucléaires pour 105 millions d'euros qu'EDF, lourdement endetté, ne voulait pas payer seul. Fin janvier, le groupe d'ingénierie a d'ailleurs revendu sa participation à l'électricien pour près du double (205 millions d'euros).

« EDF souhaite poursuivre son partenariat avec Assystem dans la

durée », a souligné à cette occasion Luc Rémond, le PDG d'EDF. Autre marque de la proximité des deux groupes, Assystem a aussi annoncé en juin 2023 former une nouvelle alliance pour soutenir les projets nucléaires d'EDF dans toute l'Europe. « La réussite des projets nucléaires d'EDF en Europe dépend de la disponibilité d'une solide chaîne de sous-traitance européenne », avait mis en avant Thomas Branche, vice-président senior chargé des activités d'ingénierie chez Assystem.

C'est donc un partenaire de confiance. A-t-il le « go » de Bercy ? Interrogés, ni EDF ni Assystem, de même qu'Atos ou le ministère des Finances n'ont toutefois voulu faire de commentaires.

Les déclarations du ministre ont en tout cas été reçues 5 sur 5 par les autres potentiels prétendants, comme Scalian. Schneider, un temps approché, selon des sources, n'aurait pas donné suite pour sa part. Mais aussi par les candidats à la reprise d'Atos. Son premier actionnaire, partisan de garder la pépite du nucléaire du groupe et son précieux client EDF, s'est résolu à la laisser partir. « Ce que veut l'Etat, on le veut », affirme-t-on du côté de l'entrepreneur.

— A. D. et S. W.